

SÉCURITÉ

MENACES TRANSFRONTALIÈRES : Jean Baptiste Tine appelle à une coopération sécuritaire régionale



P. 3

PRÉVENTION

Fleuve Sénégal : une digue en construction pour protéger le nord de la ville de Saint-Louis



P. 6

CINÉMA

"Ni chaînes, ni maîtres", pour donner "une image de fierté" aux nouvelles générations



P. 8

KÉDOUGOU DES FEMMES EXPOSÉES À L'EXPLOITATION SEXUELLE

A Kédougou, dans le sud-est du Sénégal, des femmes sont forcées à l'exploitation sexuelle dans les sites d'orpaillage traditionnels. Elles sont invisibles mais leurs blessures sont très cuisantes pour ne pas être victimes. Elles sont souvent victimes de violences sexuelles et contraintes de supporter les sévices dans l'omerta.

LIRE PAGES 4 & 5



COOPÉRATION

DAKAR ET ANKARA VEULENT DOUBLER LE VOLUME DE LEURS ÉCHANGES COMMERCIAUX



Dakar – Le président sénégalais, Bassirou Diomaye Faye, et son homologue turc, Recep Tayyip Erdoğan, ont signé jeudi à Ankara un protocole d'accord ouvrant la voie à l'avènement d'un conseil stratégique de haut niveau appelé à travailler à faire porter à un milliard de dollars le volume des échanges commerciaux entre les deux pays, a appris l'APS de source officielle.

Le document a été paraphé après que le chef de l'État sénégalais en visite officielle de deux jours en Turquie a été reçu avec les honneurs par le président de la République de Turquie, a notamment indiqué la présidence sénégalaise. "Honoré au palais présidentiel turc, le président Bassirou Diomaye Faye a signé avec le président Recep Tayyip Erdoğan un protocole d'accord pour établir un Conseil stratégique de haut niveau qui a pour objectif de doubler les échanges entre le Sénégal et la Türkiye, les faisant passer de 500 millions à 1 milliard de dollars", a notamment indiqué la présidence du Sénégal dans un message publié sur le réseau social X.

■ Abdou Kogne Sall

PÊCHE

■ Par Mamadou Gano

Kolda – Le **Projet de Gestion des Ressources Naturelles au Sénégal (SENRM)** va réaliser dans la région de Kolda, un pôle aquacole d'une capacité de production de près de 4000 tonnes de poissons, a-t-on appris mercredi, de Pape Nansa Kéita, coordonnateur du volet pêche de l'unité de gestion dudit projet.

"La région de Kolda va abriter un pôle aquacole moderne dans le cadre de la composante 2 du projet, +résilience et productivité du secteur des pêches+. Ce pôle aquacole comprendra un ensemble d'infrastructures (éclosion, bassins, unités de transformation, salles de cours, des magasins ..) dans l'objectif d'atteindre une production de près de 4000 tonnes de poissons", a-t-il dit.

Pape Nansa Kéita, intervenait en marge d'un Comité régional de développement (CRD) consacré au volet pêche du **Projet de Gestion des Ressources Naturelles au Sénégal (SENRM)** financé par la Banque mondiale à hauteur de 100 millions de dollars (61.450.000.000 FCFA), pour une durée de six ans (2022 à 2028).

Il est mis en œuvre par le ministère de l'Environnement et de la Transition écologique et celui des Pêches, des Infrastructures maritimes et portuaires, dans les régions de Kaffrine, Kédougou, Kolda, Sédhiou et Tambacounda, pour le volet Environnement.

KOLDA : VERS LA RÉALISATION D'UN PÔLE AQUACOLE D'UNE GRANDE CAPACITÉ DE PRODUCTION



Dans les régions de Dakar, Fatick Saint-Louis, Thiès et Ziguinchor, ainsi que Kédougou, Kolda et Sédhiou, le projet cible le volet pêche. L'objectif du gouvernement, à travers ce projet est d'améliorer, d'ici 2028, la gestion des ressources halieutiques et forestières.

"Les activités qui seront développées dans ce pôle aquacole, a-t-il indiqué, toucheront une bonne partie de la chaîne de valeur élevage de poissons, notamment l'éclosion moderne de +tilapia et de clarias+ avec une grande capacité de production, la mise en place d'unités de pré grossissement et de grossissement ainsi qu'un centre d'incubation aux métiers de l'aquaculture". Il a informé qu'à Médina chérif, "le



repeuplement des poissons dans des vallées rizicoles, sera expérimenté", annonçant que "le projet, va créer près 5000 emplois avec une discrimination en faveur des femmes".

Pape Nansa Kéita, a rappelé que ce projet est un mécanisme intégré de gestion durable des ressources halieutiques et forestières et sera réalisé à travers la mise en œuvre de plusieurs composantes de gestion destinées à améliorer la résilience, la durabilité et la productivité. Les responsables du projet, ont saisi l'occasion, pour inviter les populations de Kolda à se l'approprier pour booster le développement de la pêche continentale dans la région. ■

ÉCONOMIE

REPRISE DES OPÉRATIONS À L'USINE DE LA SONACOS DE LOUGA APRÈS DEUX ANS D'ARRÊT

■ Par Djiby Sène

Louga – Le **Directeur général de la Société nationale de commercialisation des oléagineux du Sénégal (SONACOS), El Hadj Ndane Diagne, a annoncé, samedi, la reprise des opérations de décortiquage des graines d'arachide à l'usine de Louga, après deux ans d'arrêt.**



"Il y a deux ans, l'usine était à l'arrêt, mais aujourd'hui, comme je l'ai évoqué plus tôt, les opérations de décortiquage ont repris ici à Louga il y a deux semaines", a-t-il déclaré, en marge de la quatrième édition de la journée "Sétal sunu usine",

une initiative qui s'inscrit dans les activités de la Journée nationale "Sétal sunu reew", organisée sur le site de la SONACOS à Louga.

El Hadj Ndane Diagne a souligné que "l'usine de la SONACOS de Louga dispose principalement d'infrastructures dédiées au décortiquage, permettant la production d'arachides de bouche et de HPS, ce qui contribue également à la création d'emplois

locaux". Il a insisté sur "la nécessité de soutenir une industrie génératrice d'emplois", ajoutant que "c'est pourquoi nous avons procédé à de nouveaux recrutements pour relancer les opérations".

"Bien que le volume de stock actuel soit relativement faible, nous avons mobilisé les équipes de Louga et pris des engagements pour atteindre un volume de production record", a dit M. Diagne. Il estime que "cela constituera un argument solide pour investir dans de nouvelles infrastructures, en passant du décortiquage à la trituration, puis au raffinage, pour donner à l'usine un impact encore plus significatif dans la région". Selon lui, "cette relance va permettre de recréer des emplois et de dynamiser l'économie locale en renforçant ainsi l'impact positif de l'usine dans la région".

Face aux préoccupations de la population quant à la pollution industrielle, il assure que "la SONACOS prend ces questions très au sérieux". "Des discussions sont en cours avec les autorités locales et nationales pour évaluer les impacts environnementaux et décider des mesures les plus appropriées", a-t-il fait savoir. "Notre politique de sécurité, d'hygiène, et de respect de l'environnement est clairement affichée dans toutes nos usines. Nous travaillons pour garantir des opérations respectueuses de l'environnement dans toutes les localités où SONACOS est présente", a-t-il conclu. ■

SOCIÉTÉ NATIONALE AGENCE DE PRESSE SÉNÉGALaise (APS)

ADRESSE :
Maison de la presse,
Rue 5 x Corniche ouest
Médina (Dakar)

DIRECTEUR GÉNÉRAL :
Thierno Ahmadou Sy

DIRECTEUR DE L'INFORMATION ET DES CONTENUS :
Amadou Samba Gaye

CHEF DE SERVICE :
Aboubacar Demba Cissokho

PHOTOGRAPHES :
Pape Demba Guèye
Dieylani Seydi
Aliou Sylla

MONTAGE / INFOGRAPHIE :
Essa Seck

SERVICE COMMERCIALE :
Yaye Fatou Ndiaye
Infoline : 77 280 96 96 - 77 280 95 95



SÉCURITÉ

■ Par Abibou Ndiaye

Dakar – Le ministre de l'Intérieur et de la Sécurité publique, Jean Baptiste Tine, a appelé, jeudi, à une coopération sécuritaire régionale pour endiguer l'insécurité et les menaces transfrontalières, qui dépassent les capacités de contrôle des États pris individuellement. "L'absence de perspective sécuritaire élargie limite l'efficacité des réponses aux menaces contemporaines telles que la criminalité transnationale, le terrorisme et la cybercriminalité qui dépassent souvent les capacités de contrôle des États pris individuellement", a-t-il déclaré.

Selon lui, il est fondamental d'élargir le cadre de coopération inter-états, de concentration et de construction, ainsi que la mise en œuvre des mesures nécessaires pour endiguer l'insécurité.

Jean Baptiste Tine s'exprimait ainsi lors de la cérémonie de remise de diplômes de Master 2 en Gouvernance sécuritaire, Criminologie et Géopolitique à plus d'une vingtaine d'agents de la police nationale, dont trois civils. "Seules des stratégies régionales cohérentes pourront répondre à l'ampleur et à la complexité des défis actuels", a-t-il soutenu.

Le ministre a aussi mis en avant le concept de "régionalisme sécuritaire" comme une "solution incontournable", alors que les réponses individuelles demeurent "insuffisantes et parfois désorganisées" pour s'attaquer aux "insécurités multidimensionnelles". "Cette idée de mutualisation des efforts sécuritaires, largement soutenue par la communauté internationale, favoriserait une réactivité accrue et permettrait de faire face à des menaces qui transcendent les frontières étatiques", a-t-il indiqué.

Évoquant la responsabilité de chaque État de garantir la sécurité de ses citoyens, Jean Baptiste Tine a estimé que les solutions classiques axées sur la force militaire

MENACES TRANSFRONTALIÈRES : JEAN BAPTISTE TINE APPELLE À UNE COOPÉRATION SÉCURITAIRE RÉGIONALE



sont désormais "inadaptées". Il a ainsi plaidé pour une "approche pédagogique enrichie, plus ouverte et multidimensionnelle" pour remplacer les modèles "contraignants et peu concertés".

Selon lui, "seule une approche collaborative et humaniste impliquant les citoyens et intégrant des valeurs éducatives de paix et de respect, pourra durablement

garantir la sécurité et prévenir les menaces". "L'adoption d'une stratégie de sécurité partagée est plus qu'une option, c'est un impératif pour préserver la stabilité de la région et assurer un avenir plus serein à chaque citoyen", a réitéré le ministre de l'Intérieur devant un auditoire composé de diplomates, de hauts responsables de la Police et d'autorités académiques. ■

TOUSSAINT

■ Par Abou Ndiaye

Bakel – Le Curé de la paroisse Saint Abraham de Bakel-Kidira, Abbé Marcel Keita, a invité les acteurs politiques à promouvoir la paix et la tranquillité en cette période de campagne pour les élections législatives anticipées du 17 novembre.

"Nous savons que le Sénégal a toujours vécu dans la quiétude, la paix et la joie. Nous sommes en campagne électorale, ce que l'église a toujours prôné, c'est la promotion de la paix, de la tranquillité et de la transparence", a lancé Abbé Marcel Keita.

Le curé s'exprimait au cimetière chrétien de Bakel lors de la cérémonie de dépôt de gerbe de fleurs à l'occasion de la commémoration de la fête de la Toussaint. "La violence est à bannir. On regrette vraiment qu'on constate des violences lors de la campagne. Nous en appelons à la paix, que les gens soient responsables de leur citoyenneté", a-t-il souligné. Une levée des couleurs

UN RELIGIEUX APPELLE LES ACTEURS POLITIQUES À CULTIVER LA PAIX



a été organisée pour commémorer cette journée en présence de l'adjoint du préfet, Ngor Pouye, des forces

de défense et de sécurité et de fidèles chrétiens. ■

KÉDOUGOU

■ Par Ibrahima Diébakhaté

A Kédougou, dans le sud-est du Sénégal, des femmes sont forcées à l'exploitation sexuelle dans les sites d'orpaillage traditionnels. Elles sont invisibles mais leurs blessures sont très cuisantes pour ne pas être victimes. Elles sont souvent victimes de violences sexuelles et contraintes de supporter les sévices dans l'omerta.

Les grands sites d'orpaillage dans la région de Kédougou ont connu leur prospérité grâce à l'exploitation traditionnelle de l'or. C'est aussi l'une des régions du Sénégal où il y a une très grande affluence de populations venues de la sous-région. L'écho de cette prospérité a attiré beaucoup de jeunes filles et de femmes nigérianes avec l'espoir d'y trouver un emploi rémunéré qui leur permettrait d'aspirer à de meilleures conditions de vie. Et les ressortissantes nigérianes sont les plus grandes victimes de cette traite d'êtres humains dans la région de Kédougou.

La région de Kédougou abrite plus de 200 sites d'orpaillage clandestin et constitue une attraction pour des populations nigérianes et de toute nationalités étrangère. Les sites d'orpaillage grouillent de monde et vivent dans une ambiance enfiévrée. Un véritable trafic de personnes avec un réseau de trafic très huilé, y opère. Il s'agit de bandes criminelles organisées depuis le Nigeria avec des ramifications dans chaque zone ou lieu de transit jusqu'à la destination finale. « Il y a des gens qui recrutent et qui sont établis au Nigeria et un comité d'accueil basé dans les frontières de Moussala Mahamine, dans la région de Kédougou », explique Kossoro Cissokho, un responsable du Comité de vigilance communautaire (cvc) de lutte contre la traite des personnes dans les sites d'orpaillage de Khossanto (département de Saraya)

Ces filles nigérianes avaient l'espoir d'aller en Espagne ou ailleurs en Europe, pour travailler dans les restaurants ou dans les salons de coiffures. Mais la destination des sites d'orpaillage clandestins de Kédougou s'est comme imposée

« Toutes ces filles et femmes, attirées dans les zones aurifères de la région de Kédougou, ne se doutent pas que leurs rêves se transformeront en cauchemar une fois qu'elles sont sur place. Chaque année, des milliers de femmes nigérianes reçoivent de fausses promesses. La plupart du temps, elles sont flouées : on leur promet un emploi rémunéré comme serveuse ou coiffeuse. Puis, elles tombent dans l'exploitation sexuelle à cause d'un réseau de trafic et de traite des personnes entre le Nigeria le Sénégal

DES FEMMES EXPOSÉES
À L'EXPLOITATION SEXUELLE

via le Mali », retrace Aliou Bakhoun, coordinateur de l'antenne de l'ONG La Lumière à Kédougou.

Avec leurs ramifications dans ces différents pays selon une source sécuritaire, les réseaux criminels parviennent toujours à convaincre de nombreuses filles nigérianes, candidates à l'émigration clandestine à les rejoindre avant de se retrouver dans cette situation. Cette opération criminelle montre l'importance qu'a prise ce business dans les zones minières clandestines ou l'exploitation sexuelle fait des ravages.

Les réseaux de trafic des femmes nigérianes se retrouvant à tous les stades de la traite : lors du recrutement dans le pays, le passage d'une frontière à une autre, jusqu'à l'arrivée à la destination finale, explique l'Organisation internationale des migrations (OIM). Un nombre incalculable de jeunes filles et de femmes nigérianes sont victimes de ces pratiques à travers l'Afrique de l'Ouest mais les promesses faites aux victimes au départ se transforment trop souvent en confiscation de liberté, avec à la clef des grosses sommes d'argent à rembourser. « La femme qui m'a emmenée du Nigeria ne m'a pas conduite directement au Sénégal. Quand je suis arrivée à Cotonou (Bénin), elle m'a vendue à quelqu'un d'autre. C'est cette personne qui m'a emmenée au Sénégal, et je travaille pour elle. Pour retrouver ma liberté, je devrais lui rembourser 1 500 000 francs Cfa », raconte Chidinna alias Kolia (nom d'emprunt), 25 ans, que nous avons rencontrée dans le département de Saraya.

Recrutement

Le directeur général de l'ONG Free the Slaves Afrique de l'Ouest, Issa Saka, explique que les

trafiquants se sont concentrés sur des zones rurales du Nigeria pour enlever des femmes et des filles dont les membres de la famille ont difficilement accès à l'information et peuvent être facilement influencés par des rites religieux. « Les trafiquants sont très souvent originaires des villages du Nigeria et ces filles et femmes exploitées ont souvent un ami, un membre de la famille ou bien une ancienne connaissance, devenus eux-mêmes des trafiquants ; ce qui fait que les victimes leur font confiance à cause de cette proximité », a-t-il dit.

Les réseaux nigériens opérant à Kédougou selon une source sécurité se sont implantés définitivement dans les sites d'orpaillage de Kédougou à partir de 2003. Nancy, 29 ans, rencontrée dans le site d'orpaillage clandestin de Bantaco, dans le département de Kédougou, raconte : « La plupart des victimes nigérianes emmenées au Sénégal viennent de Djidian (Mali). Elles sont logées là-bas, et si vous avez besoin de leurs services, vous allez là-bas pour acheter des filles. C'est comme ça que le trafic se fait. Tout le monde ne se rend pas au Nigeria pour chercher les filles. Elles sont déjà à Djidian. Par exemple, si j'ai de l'argent, je peux aller au Nigeria pour acheter des filles et les amener à Djidian ». Ainsi, les trafiquants réalisent des profits importants sur chaque femme victime de traite vers Djidian. Selon Nancy, chaque femme peut coûter « entre 400 000 et 500 000 francs CFA pour chaque fille et un réseau peut compter jusqu'à 20 femmes à la fois ». Elle poursuit : « Elle travaillera pour lui jusqu'à ce qu'elle rembourse son argent. Maintenant, vous pouvez acheter une fille à 500 000 francs CFA et demander à être remboursé à 1 500 000 F CFA. Cet argent, c'est l'acheteur qui fixe le montant qu'il veut, c'est comme ça que ça se passe. »

Résidences des criminels de la traite des personnes et des migrants

Aujourd'hui, le dispositif de passage des victimes de traite par les criminels brouille de plus en plus les logiques de l'espace migratoire ouest-africain, le font entrer dans l'entrelacs des dynamiques de la mondialisation et du crime organisé et soulignent l'évidence du changement d'échelle auquel il est confronté depuis vingt ans, des informations que nous avons recueillies auprès des sources sécuritaires

Le trafiquant se rend dans les villages pour enrôler directement les filles et les femmes en s'adressant aux parents, selon Sokhna Fatou Sissoko, qui a participé plusieurs fois dans des opérations de retour des filles nigérianes dans le cadre du projet Free salves (fts). « Il fait alors en sorte de se retrouver, non pas en position de demandeur, mais dans celle de bienfaiteur : celui qui accepte de prendre une fille à sa charge et qui rend service à la famille », explique-t-elle.

Généralement, dit-elle, le trafiquant est originaire de la région, voire du village, puis repère les foyers en difficultés financières et s'informe sur le nombre et l'âge des filles dans les familles, afin d'anticiper sur la demande et créer l'occasion de faire une offre que les parents ne pourront pas refuser. En échange de la force de travail de la fille, le trafiquant va offrir à la famille des biens matériels ou de l'argent. Par exemple, les trafiquants promettent aux parents, une somme d'environ 100 000 Naira/an pour les mettre en confiance et obtenir plus facilement leur accord. Dans les cas où les trafiquants n'ont pas offert d'argent, ils auraient promis aux parents de donner à leurs filles ce qu'eux-mêmes ne pouvaient se permettre : une éducation, une formation professionnelle ou les biens indispensables à la vie.

Selon Sokhna Fatou Sissoko, les membres de la parentèle des enfants victimes de la traite contribuent très souvent à la constitution des réseaux de la traite. Le fait que le déplacement soit initié par un parent établit que la responsabilité de la parentèle ne s'arrête pas à la négociation. Ainsi, en acceptant ou en initiant le déplacement des enfants, le parent se prête au jeu des intermédiaires. Les parents qui remettent leurs enfants aux trafiquants sont souvent ignorants des tenants et des aboutissants. De nombreuses familles imaginent que l'enfant sera affecté à des travaux légers non préjudiciables à son intégrité. Ce qui est pourtant souvent le cas, regrette-t-elle.

201 filles nigérianes victimes du trafic sexuel retirées des sites d'orpaillage entre 2022 et 2024

Quelques deux cent une (201) filles de nationalités nigérianes victimes du trafic sexuel qui sévit dans les zones aurifères ont été retirées des sites d'orpaillage de la région de Kédougou, indique



le chef d'antenne de l'ONG La lumière qui intervient dans la zone. « Nous avons durant ces deux ans, retiré 201 filles mineurs victimes d'exploitations sexuelle mais 161 ont été retourné au Nigeria leur pays d'origine. C'est à la suite des descentes avec nos comités de vigilance communautaire (cvc) dans les différents sites de la région de Kédougou. Et ces nigérianes venus au Sénégal via le Mali », explique Aliou Bakhoun. Cette structure est spécialisée dans le domaine du retrait et de la réinsertion des enfants en situation de vulnérabilité. Cette ONG s'active également dans la lutte contre la traite des personnes. Elle intervient à Kédougou et dans plusieurs autres régions du Sénégal.

Les sites d'orpaillage de Karakhéna, Kolia, Sambranbougou, Khossanto, Mamakhono, Tenkhoto, Bantako, Diabougou, Soréto, Sansamba, Bambrayading dans la région de Kédougou ou des nigérianes font l'objet de trafic sexuel. « Ces filles ont été reçu au centre d'accueil et de réinsertion social du département de Kédougou et de Saraya. Elles ont été mises à l'abri du danger de l'exploitation sexuelle avant de retourner certaines d'entre elles et qui voulaient rentrer définitivement au Nigeria », assure M. Bakhoun. Avec son partenaire Free The Slaves, l'ONG La lumière a installé plus de 20 comités de vigilance communautaires (cvc) en vue d'intensifier la lutte d'exploitation sexuelle dans les sites d'orpaillages clandestins de la région de Kédougou.

Exposées à la contamination au VIH et aux grossesses non désirées

Les victimes sont confrontées à un risque accru d'infection par le VIH. Souvent les structures sanitaires basées à Kédougou organisent des tests de dépistage gratuit de VIH dans les villages pour ces femmes, mais à chaque fois il y'en a qui sont testées séropositives. Alors qu'il n'y a pas d'estimations officielles sur l'utilisation

des préservatifs ou la disponibilité en préservatifs parmi cette population, dans les entretiens avec les femmes nigérianes, la plupart d'entre elles ont dit qu'elles ne demandaient pas au début à leurs clients d'utiliser des préservatifs mais qu'elles le faisaient maintenant suite aux efforts des assistants sociaux.

Dans cette situation il y avait de gros risques de prendre une grossesse avec un inconnu et ensuite la proxénète les faisait subir un avortement forcé à coups de pied dans le ventre. Et si par malheur vous mourrez votre corps sera jeté, pas d'enterrement, pas de funérailles, racontent-elles.

Sharon travaillait à Bantako comme travailleuse sexuelle depuis un mois au moment de son entretien. Elle a dit qu'elle insistait pour utiliser des préservatifs mais parfois, ses clients lui offrent 10 000 CFA pour des rapports sexuels non protégés. De plus, certaines filles ont affirmé que des clients continuaient de leur offrir plus d'argent pour abandonner l'utilisation du préservatif et que parfois, elles acceptaient ce revenu. Valérie, 19 ans, rencontrée sur le site de Bantaco, a ajouté que la peur de la violence faisait qu'il était difficile d'insister pour qu'un préservatif soit utilisé : « J'essaie d'utiliser des préservatifs mais des fois les clients deviennent brutaux. Il y a trois jours, un type m'a invitée chez lui et quand je suis arrivée là-bas, il y avait un groupe d'hommes qui voulaient coucher avec moi, l'un après l'autre. J'ai dû partir en courant ».

Dans les sites d'orpaillage, des jeunes filles nigérianes sont contraintes à des pratiques sexuelles forcées connues de tous. Mais la répression est encore faible pour réussir à juguler ce fléau. Et ce qu'il faut retenir il y'a toujours des bandes organisées et dirigées par des femmes et qui réussissent à développer un vaste réseau trafic et traite de personnes entre le Nigeria et le Sénégal via le Mali. ■

ENVIRONNEMENT

■ Par Ahmad Mouslim Diba

Saint-Louis – **Mamadou Barry, directeur exécutif d'Action solidaire internationale (ASI), une organisation non gouvernementale, s'est engagé à porter le plaidoyer en faveur de Saint-Louis (nord) à la prochaine Conférences des parties sur le climat (COP29) prochainement prévue à Baku, en Azerbaïdjan, estimant que la ville du nord du Sénégal fait partie des plus vulnérables aux changements climatiques à travers le monde.**

M. Barry membre d'un consortium composé de structures spécialisées dans le domaine de l'environnement s'exprimait jeudi en marge d'un forum communautaire en prélude à cette rencontre prévue dans une semaine en Azerbaïdjan. Il a promis de porter le plaidoyer pour "Saint-Louis".

Lorsqu'on parle d'érosion côtière, on pense forcément à Saint-Louis, notamment à son île qui est davantage exposé. C'est la raison pour laquelle nous avons organisé ce pré-forum pour sensibiliser sur les impacts négatifs des changements climatiques sur la pêche, l'agriculture et l'élevage. Ces secteurs d'activités mobilisent environ

UN ACTIVISTE SOULIGNE LA VULNÉRABILITÉ DE SAINT-LOUIS AUX CHANGEMENTS CLIMATIQUES

60% de la population active des pays sous-développés qui ne bénéficient pas pour autant du Fonds vert climat dont les mécanismes de décaissement doivent être revus, a-t-il relevé.

M. Barry a évoqué déploré une "injustice climatique" qui fait que des pays fortement impactés par les changements climatiques n'étant pas de leur responsabilité car contribuant faiblement à la pollution ne soient pas rémunérés à la hauteur des dommages subis.

Ce forum est le début d'une série d'activités à Saint-Louis pour sensibiliser les populations sur les effets néfastes des changements climatiques. L'activiste en appelle à l'implication des jeunes et des femmes, "les catégories de population les plus vulnérables qui subissent le plus durement les effets des changements climatiques". Parmi les conséquences des changements climatiques, il a identifié, entre autres, la baisse des rendements agricoles du fait des terres endommagées par des phénomènes naturels comme les inondations, les déplacements des populations victimes de l'érosion marine, les conflits entre agriculture et éleveurs. Au programme de ce consortium, une randonnée samedi pour sensibiliser davantage les populations sur ce phénomène. ■



SEYDI GASSAMA INVITE LES ENTREPRISES PÉTROLIÈRES AU RESPECT DE LEURS ENGAGEMENTS À PRÉSERVER L'ENVIRONNEMENT

■ Par Sokhna Diom

Foundiougne – **Le directeur exécutif d'Amnesty international Sénégal, Seydi Gassama, a invité, jeudi, à Foundiougne, dans la région de Fatick (centre) les entreprises pétrolières au respect de leurs engagements à l'endroit des communautés et à la préservation de l'environnement, soulignant des manquements notés dans ce sens.**



"Nous ne sommes pas les ennemis des entreprises d'exploitation pétrolière. Nous avons juste les yeux ouverts sur leurs manquements afin de leur rappeler leurs engagements à préserver l'environnement et à ne pas impacter négativement les communautés", a-t-il déclaré lors d'une rencontre présidée par le ministre de l'Energie, du Pétrole et des Mines, Birame Souleye Diop.

Seydi Gassama s'exprimait au cours d'un forum qu'il animait sur le thème : "Pour une meilleure protection des droits des communautés dans le cadre de l'exploitation du pétrole dans le Delta du Saloum". "Il faut tout faire pour que le pétrole, qui est une bénédiction, n'ait pas des conséquences qui le transformeraient en

malédiction pour les communautés", a-t-il préconisé. Le directeur exécutif d'Amnesty international s'est toutefois dit rassuré des engagements de l'État du Sénégal envers les communautés pour faire respecter aux entreprises chargées d'exploiter le pétrole, leurs obligations.

Il a par ailleurs exprimé son regret concernant la limitation des zones de pêche depuis l'exploitation du pétrole de Sangomar offshore, au large de Fatick. "Il y a des zones où les pêcheurs ne peuvent plus accéder et sont obligés d'aller vers d'autres horizons. Cela diminue l'accès aux ressources et peut favoriser l'émigration irrégulière", a-t-il indiqué. ■

PRÉVENTION FLEUVE SÉNÉGAL : UNE DIGUE EN CONSTRUCTION POUR PROTÉGER LE NORD DE LA VILLE DE SAINT-LOUIS

■ Par Cheikh Gawane Diop

Saint-Louis – **Une digue est en cours de construction à Darou (Saint-Louis) pour protéger le nord de la ville des risques de débordement du fleuve Sénégal, a appris l'APS de la Direction de l'information et des relations publiques des armées sénégalaises (DIRPA).**



"A Darou, c'est une digue qui est en construction, pour protéger le nord de la ville de Saint-Louis", informe la DIRPA sur le réseau social X (ex Twitter). La même source renseigne que dans le cadre du soutien aux sinistrés des inondations, des consultations gratuites ont été effectuées, mardi 29 octobre, au profit du village de Khorkadiéré, dans le département de Podor.

En tournée récemment à Saint-Louis, le ministre de l'Hydraulique et de l'Assainissement, avait visité la digue de Darou, que Cheikh Tidiane Dièye considère comme "l'un des points vulnérables et névralgiques de la ville de Saint-Louis". Des dispositions sont prises pour renforcer cette digue de Darou, avait assuré M. Dièye. ■

ENVIRONNEMENT

■ Par Abdoulaye Badji

Dakar – Des femmes du monde rural et urbain ont marché samedi à Dakar, pour réclamer plus de justice climatique, à l'initiative de l'association de protection de l'environnement dénommée "les Vacances vertes". Cette quatrième édition de la marche des femmes pour le climat s'est déroulée sur l'itinéraire allant du rond-point Sahn à celui du Poste de la Médina. Elle intervient à quelques jours de la 29e Conférence des parties (COP 29) sur le climat, prévue du 11 au 22 novembre prochain, à Baku, en Azerbaïdjan.

"Nous voulons démontrer par cette marche que les citoyennes du continent africain se mobilisent contre les changements climatiques. Les changements climatiques, c'est bien l'affaire de tous, des jeunes aux parents, en passant par les porteuses de solutions locales et les associations", a dit la présidente l'association "les Vacances vertes", Khady Camara au terme de la marche.

"Les femmes du monde rural et urbain se mobilisent aujourd'hui, parce que la crise climatique est à la jonction d'une crise environnementale, économique, et sociale", a-t-elle ajouté. Elle estime qu' "il est temps qu'on se pose justement, des questions par rapport à cette crise climatique, à l'emploi, à la pauvreté, à la précarité énergétique et à l'absence de solidarité".

Intervenant en présence de plusieurs représentantes et responsables de délégations de femmes venues de Dakar et des régions de l'intérieur, elle a plaidé pour "un changement de nos actions au quotidien". "De leur côté, les citoyennes du monde rural et urbain du Sénégal et de l'Afrique sont engagées pour une justice climatique", a-t-elle soutenu. Khady Camara a indi-

DAKAR : DES FEMMES MARCHENT POUR RÉCLAMER PLUS DE JUSTICE CLIMATIQUE



qué qu'au moment où il sera question dans quelques jours, à Baku, de trouver des mécanismes de financement des pertes et d'hommages, lors de la Cop 29, les phénomènes extrêmes anéantissent des vies et des terres cultivées et agissent comme un multiplicateur de misère. Elle a ainsi appelé aux gouvernants de s'approprier les rapports des experts du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC), les rapports des différentes COP, pour pouvoir prendre "les mesures idoines afin d'aider les populations à faire face

aux effets néfastes des changements climatiques". Elle a rappelé que c'est depuis 2021 que cette marche des femmes pour la justice climatique a été initiée afin d'interpeller les décideurs à tendre l'oreille sur les scénarios du GIEC pour agir en conséquence contre les catastrophes naturelles. C'est la justification, selon elle, du thème de cette quatrième édition qui a comme slogan : "De l'ambition, à l'action". "Il est temps d'agir, il faut agir ou périr tout simplement !", s'est-elle exclamé. ■

CRUE DU FLEUVE SÉNÉGAL L'UNION DE GALOYA VEUT TRANSFORMER LA SITUATION EN OPPORTUNITÉ

■ Par Al Housseynou Diagne

Galoya – L'Union de Galoya, une organisation paysanne membre de la fédération des Organisations non gouvernementales du Sénégal (FONGS) veut "transformer la situation engendrée par la crue du fleuve Sénégal en opportunité à travers la mise en valeur des terres libérées des eaux, a dit son coordonnateur Aboubackry Mamadou Diop.

"Cette crise causée par le débordement du fleuve Sénégal peut être transformée en opportunité après le retrait des eaux. Ces vastes étendues de terre peuvent être mises en valeur", a dit M. Diop à l'occasion d'une réunion consacrée au bilan et l'évaluation des cinquante ans d'existence de la structure qu'il dirige,

La rencontre s'est tenue présence du sous-préfet de l'arrondissement de Saldé, Fodé Kaba Ndao et du président de la Fédération des Organisations non gouvernementales du Sénégal (FONGS), Nadjirou Sall. Il a rappelé que la crue exceptionnelle a causé la destruction d'habitations et d'aménagements hydro-agricole,



la perte de cultures de riz, de maraîchage dans de nombreuses localités. Une idée bien partagée par Nadjirou Sall, président de la FONGS qui souligne que c'est "une possibilité qui est offerte aux acteurs agricoles pour valoriser les terres qui seront libérées après le retrait des eaux. "La vie dans la vallée du fleuve a toujours été rythmée par les périodes de crue et de décrue. Nous appelons aussi une démarche anticipative afin de ne plus vivre ces genres de phénomènes, à travers des stratégies de résilience et de capacités de production pour ne pas tomber dans une grande insécurité alimentaire", t-il dit,



se félicitant des résultats réalisés par l'Union de Galoya dans le cadre de son Plan stratégique lancé en 2018, avec le soutien de plusieurs partenaires dont la FONGS – Action paysanne.

L'Union Galoya a aussi honoré le président de la FONGS, ainsi que l'ancien adjoint au maire de Galoya, feu Idrissa Bouya Ly pour apport. La structure a retenu à la fin de la rencontre des actions prioritaires, pertinentes et capables de répondre aux enjeux économiques, particulièrement environnementaux de l'heure. ■

CULTURE

■ Par Fatou Kiné Sène

Dakar – Le film français "Ni chaînes, ni maîtres", projeté en avant-première au Sénégal samedi au cinéma Pathé Dakar a pour ambition de donner "une image de fierté" aux nouvelles générations sur le continent, en France et dans les Caraïbes, a expliqué son réalisateur, le Franco-béninois, Simon Moutairou. "L'idée était de faire un film non pas sur l'esclavage, mais sur le marronnage pour donner aux nouvelles générations sur le continent, en France et dans les Caraïbes, une image de fierté", a déclaré, vendredi, le cinéaste lors d'un entretien accordé à l'APS.

Le scénariste qui signe ainsi son premier long métrage avec "Ni chaînes, ni maîtres" en tant que réalisateur l'a abordé sous l'angle du marronnage affirmant qu'il a voulu que son film historique raisonne comme un slogan du présent. L'objectif était "de remplacer l'image de l'esclave, celui qui subit pour l'instant, une sorte de fiction éternel de l'histoire, par la figure du marron, fier, brave, qui brise ses chaînes, affronte l'ordre colonial et rejoue les cartes de son destin".

Le film tourné à Isle de France actuelle Ile Maurice, raconte un drame de 1759 où Massamba, dont le rôle principal revient à l'acteur sénégalais Ibrahima Mbaye "Tché" et de sa fille Mati (la Sénégalaise Anna Thiandoum) tous esclaves dans la plantation d'Eugène Larcenet (Benoît Magimel). Vivant dans la peur et le labeur, le père rêve que sa fille soit affranchie, elle de quitter l'enfer vert de la canne à sucre. Une nuit, Mati s'enfuit. Une célèbre chasseuse d'esclaves, madame la Victoire (Camille Cottin), est engagée pour la traquer.

Simon Moutairou met l'accent sur cette quête de liberté des marrons, leur courage et l'émancipation payée à prix cher dans cette fiction assimilée à "un manifeste contre toutes les oppressions perpétrées dans le monde d'aujourd'hui". Le langage du film, wolof et français, "avec un brin de mysticisme et de spiritualité" traduit, selon le réalisateur, "la fierté et la puissance de la richesse du continent africain. Le Français signale avoir puisé chez Sembene Ousmane, notamment, dans son

LE FILM "NI CHÂÎNES, NI MAÎTRES" VISE À DONNER "UNE IMAGE DE FIERTÉ" AUX NOUVELLES GÉNÉRATIONS

film "Ceddo" (1977) et se faire aider par Khadim Sylla, un spécialiste de la culture wolof et d'autres sénégalais pour réussir ce mixage".

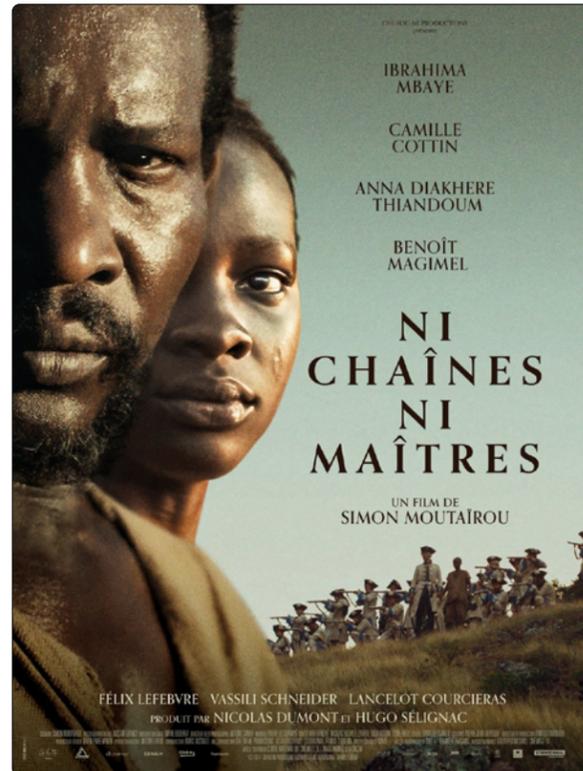
Il précise que "Ni chaînes, ni maîtres", sorti il y a un mois et demi en France, s'adresse à tous aux afro descendants, aux caribéens quel que soit leur âge, à tous les Français. "C'était extrêmement important de parler de ces pages d'histoire. C'est l'histoire de France. L'esclavage puis la colonisation a fait la richesse, la puissance de la France", insiste-t-il affirmant que c'est à travers l'Histoire avec un "H" qu'il a sa plus grande fierté, l'image de nous-mêmes.

Simon Moutairou s'inscrit dans le sillage du cinéaste sénégalais Sembene Ousmane pour changer le narratif et raconter les histoires à partir d'ici (sur le continent) et non pas de façon eurocentrique. Le film sort le 8 novembre prochain dans les salles à Dakar et sur le continent. Mais auparavant l'avant-première est prévue samedi à 20h30 au cinéma Pathé Dakar.

... évoque l'importance du Sénégal dans son parcours artistique

Dakar – Le réalisateur franco-béninois Simon Moutairou qui séjourne à Dakar dans le cadre de l'avant-première, samedi, de son film "Ni chaînes, ni maîtres", a souligné l'importance que revêt le Sénégal dans son parcours artistique. Le fait que le Sénégal abrite la première de son film "n'est pas fortuite", a affirmé le cinéaste, notant que "les artistes sénégalais ont toujours pris une grande place dans son itinéraire". Le chanteur Youssou Ndour a été par exemple l'un de ses premières découvertes artistiques en 1994 avec son clip "7secondes" interprété avec Neneh Cherry, a-t-il rappelé. "Quand j'ai entendu et vu le clip de Youssou Ndour, cela fait partie des coups artistiques de mon adolescence", a poursuivi le cinéaste franco-béninois.

D'origine Yoruba ayant grandi en France, Simon Moutairou dit aussi s'inspirer de certaines grandes figures de la diaspora noire américaine, notamment, Denzel Washington, Michael Jordan, Spike Lee. Avec "Ni chaînes, ni maîtres", il signe son premier long métrage sur le thème du marronnage. Le scénariste, aujourd'hui réalisateur, découvre alors le film "La noire de..." de Sembene



Ousmane [le film a été restauré et diffusé en France le mois d'octobre] qui révèle-t-il, a été "un choc" pour lui. Son film "Ni chaînes, ni maîtres" s'inspire également de "Ceddo" (1977), un autre film réalisé par Sembene Ousmane, communément désigné sous le vocable l'"Ainé des anciens". Dans cette grande place qu'occupent les artistes sénégalais dans son parcours s'y ajoute "La plus secrète mémoire des hommes" de Mohamed Mbougar Sarr, l'un des romans qui l'a le plus marqué, a-t-il ajouté.

Revenant sur sa rencontre en janvier 2023 avec son acteur principal, le Sénégalais Ibrahima Mbaye "Tché", qu'il appelle "mon frère d'art" qui porte le film, Simon Moutairou estime que c'est quelque chose qui lui restera à vie. "C'est une importance multiple parce que dans mon itinéraire comme artiste, les artistes sénégalais ont toujours pris une grande place, cela m'a mené jusqu'à Ibrahima Mbaye mon acteur", a-t-il indiqué. "Ma rencontre avec Ibrahima [l'acteur Ibrahima Mbaye Tché] en termes de puissance, de pureté, c'est quelque chose qui me restera à vie, car il m'a fait grandir comme artiste", confie-t-il. ■

SCIENCES : L'ACADÉMIE NATIONALE DES SCIENCES ET TECHNIQUES LANCE UNE NOUVELLE SECTION DÉDIÉE AUX ARTS ET LETTRES

■ Par Moussa Konté

Dakar – L'Académie nationale des sciences et techniques a mis en place une nouvelle section dénommée art, lettres et affirmations culturelles, a-t-on appris de sa vice-présidente, Rokhaya Sène. "Il a été mis en place au sein de notre académie, une nouvelle section qu'on a dénommée art, lettres et affirmations culturelles", a-t-elle déclaré, mercredi, en marge d'une séance dédiée à l'art et à l'humanisme du poète Léopold Sédar Senghor.

"Cette ouverture, c'est pour permettre à l'académie d'embrasser toutes les dimensions qui peuvent lui permettre d'être au-devant de tous les problèmes de développement que notre pays connaît", a-t-elle

expliqué. Le professeur Maguèye Kassé, critique d'art a souligné de son côté, qu'en créant la section art, lettres et affirmations culturelles, l'académie "essaie de conjuguer les arts, les sciences dites exactes, et les sciences humaines, dans lesquelles, il y a évidemment la culture, les arts". Il revient donc, a-t-il souligné, aux membres de cette nouvelle section, "le redoutable privilège de montrer à nos compatriotes et au monde ce que signifient les arts d'abord, quelle est l'importance de l'art chez nous".

Il leur appartiendra aussi de "déterminer ce que signifie l'art africain pour les autres pays et les autres peuples qui ont reconnu avec beaucoup de difficultés, au courant du siècle passé, l'importance d'une connaissance très précise de ce que c'est que l'art africain dans sa diversité", a ajouté M. Kassé. ■

